

Cote du document: EB 2011/103/R.16
Point de l'ordre du jour: 9 a) i)
Date: 10 août 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République du Ghana pour le

Programme en faveur des petites entreprises rurales

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ulaş Demirag
Chargé de programme de pays
téléphone: +233 302 215694
courriel: u.demirag@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent troisième session
Rome, 14-15 septembre 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

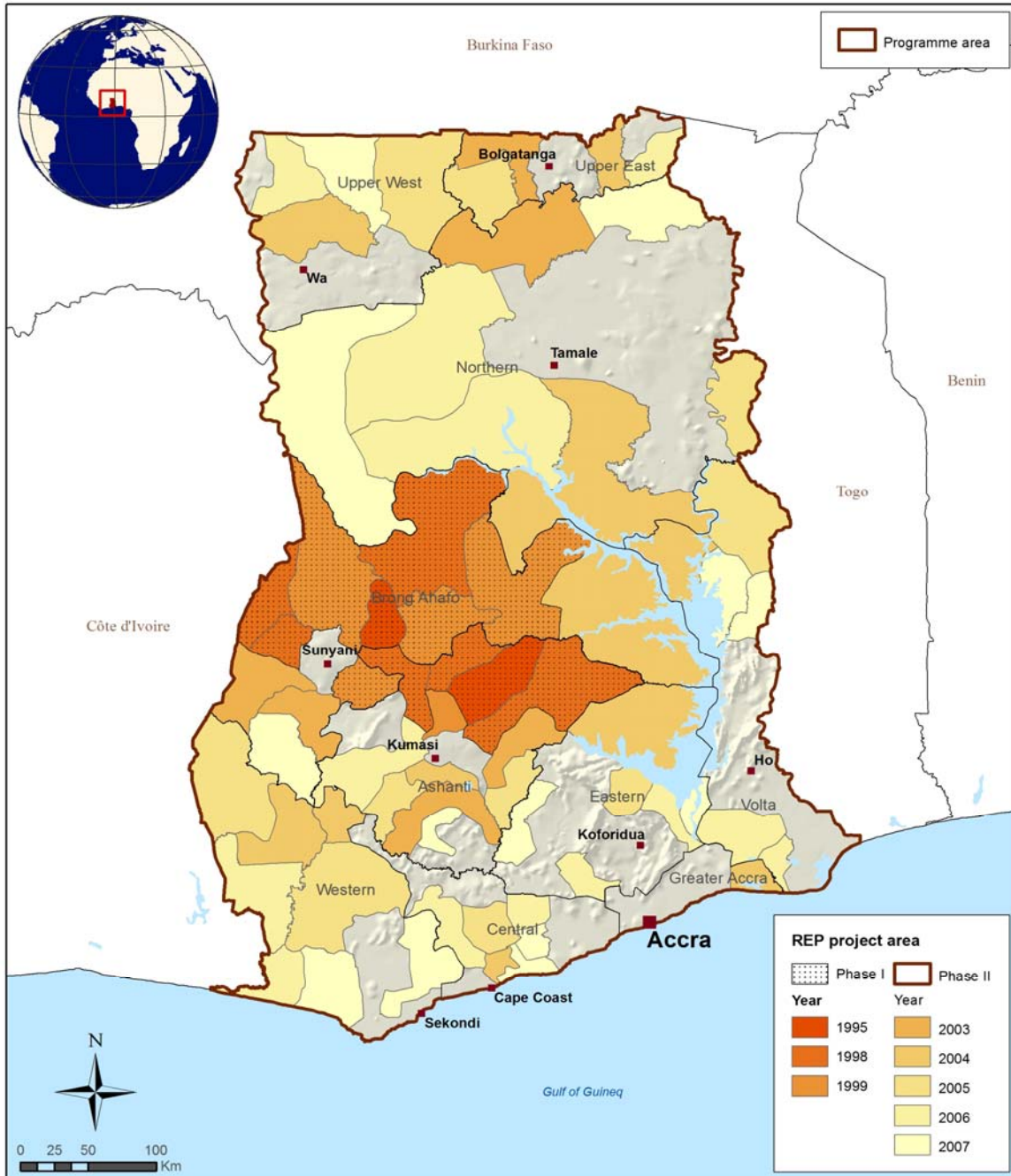
ARB	Association des banques rurales
BAfD	Banque africaine de développement
CCE	Centre de conseils en entrepreneuriat
CTR	Centre de technologie rural
GRATIS	Ghana Regional Appropriate Technology Industrial Service
MPE	Micro et petites entreprises
NBSSI	National Board for Small-Scale Industries (comité national de la petite industrie)
REP	Programme en faveur des petites entreprises rurales
REP I	Projet en faveur des petites entreprises rurales – phase I (1995-2002)
REP II	Projet en faveur des petites entreprises rurales – phase II (2003-2012)
UCGP	Unité de coordination et de gestion du programme

Carte de la zone du programme

Ghana

Rural Enterprises Programme

Project coverage by year



14-7-2011



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Ghana

Programme en faveur des petites entreprises rurales

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Ghana
Organisme d'exécution:	Ministère du commerce et de l'industrie
Coût total du programme:	185,1 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	19,7 millions de DTS (équivalent approximativement à 31,5 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceur:	Banque africaine de développement (BAfD)
Montant du cofinancement:	70,0 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Financement parallèle, l'accent étant mis sur certaines activités (composantes) et régions
Contribution de l'emprunteur:	63,5 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	20,1 millions d'USD (bénéficiaires: 13,9 millions d'USD; institutions financières participantes: 6,2 millions d'USD)
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt en faveur de la République du Ghana pour le Programme en faveur des petites entreprises rurales, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Proposition de prêt à la République du Ghana pour le Programme en faveur des petites entreprises rurales

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Les micro et petites entreprises rurales (MPE) du Ghana contribuent à la croissance économique locale, favorisent la réduction des inégalités sociales et constituent une source de revenus pour les assemblées de district. Le Programme en faveur des petites entreprises rurales entre dans le cadre de l'action menée par le Gouvernement ghanéen pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie en milieu rural. Il constitue un excellent exemple des efforts consentis par le FIDA en vue de la reproduction à plus grande échelle des projets couronnés de succès. La première phase du Projet en faveur des petites entreprises rurales (REP I) a été mise en œuvre de 1995 à 2002 dans 13 districts des régions d'Ashanti et de Brong-Ahafo. La deuxième phase (REP II, 2003-2012) est en cours d'exécution à l'échelle nationale dans 66 districts. La troisième phase, appelée Programme en faveur des petites entreprises rurales, visera à reproduire à plus grande échelle le système de soutien aux MPE mis en place au niveau des districts pour l'intégrer dans les systèmes institutionnels publics et privés, à l'échelon national.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Ghana un prêt d'un montant de 19,7 millions de DTS (équivalant approximativement à 31,5 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables pour contribuer au financement du Programme en faveur des petites entreprises rurales (REP). Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Les fonds du prêt du FIDA ne seront en aucun cas utilisés pour le paiement de tous impôts et droits.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République du Ghana au titre du SAFP est de 41,6 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2010-2012. Après l'approbation d'un prêt de 9,0 millions d'USD en faveur du Programme de financement rural et agricole en avril 2010, le montant des fonds restants est de 32,6 millions d'USD. Avec l'approbation de la présente proposition de prêt, les fonds alloués au Ghana au titre du SAFP seront presque intégralement utilisés.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Le programme apportera une importante contribution à la mise en œuvre du plan national de développement à moyen terme, le *Ghana Shared Growth and Development Agenda 2010-2013*, notamment dans les domaines suivants: i) la fourniture de services de formation et d'aide aux entreprises; ii) l'amélioration de l'accès au crédit à des conditions abordables; et iii) la mise à disposition des technologies appropriées et efficaces, mais peu coûteuses, pour améliorer la productivité.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

5. En l'absence d'une approche nationale sectorielle de développement des micro et petites entreprises, le programme représente un important instrument de promotion des MPE rurales misant sur l'intégration de mécanismes propres à en assurer la durabilité. La reproduction du programme à l'échelle nationale requiert le renforcement du système de soutien aux MPE axé sur la demande et son intégration dans les systèmes institutionnels publics et privés, au niveau des districts et à l'échelon régional et national. Le programme permettra ainsi d'établir des liens solides avec d'autres programmes en matière de formation professionnelle.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. À la fin de mai 2011, le montant total de la dette publique était de 13,4 milliards d'USD (20,1 milliards de cedis ghanéens), soit 35,4% du PIB. La dette extérieure s'élevait à 6,3 milliards d'USD, soit 47,0% du total de la dette totale et 17,8% du PIB. La capacité d'absorption de l'État est suffisante pour pouvoir bénéficier du financement proposé au titre du REP.

Flux de fonds

7. L'emprunteur devra ouvrir à cet effet un compte libellé en USD sur lequel seront versés les fonds du prêt du FIDA. Un compte de programme libellé en cedis ghanéens sera également ouvert par l'emprunteur auprès d'une banque commerciale agréée par le FIDA. Des comptes distincts seront gérés par chaque programme concerné.

Modalités de supervision

8. La supervision du programme sera assurée conjointement par le FIDA et la Banque africaine de développement (BAfD). Deux missions de supervision et d'appui à l'exécution seront organisées chaque année. Un soutien supplémentaire sera fourni, si besoin est, pour assurer la bonne exécution du programme. Le prêt de la BAfD et celui du FIDA seront administrés séparément, mais les deux parties se sont engagées à travailler en collaboration étroite sur toutes les questions techniques afin d'assurer une mise en œuvre cohérente du programme.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

9. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

10. L'indice de perception de la corruption publié par l'ONG Transparency International pour le Ghana est de 4,1. Le seuil fixé par le FIDA étant de 3, aucune stratégie spécifique de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption n'est nécessaire au stade de la conception du programme. Cependant, afin d'améliorer ultérieurement la gouvernance, des mécanismes de rétroaction ainsi qu'un système d'évaluation participative seront mis en place dans le cadre du programme.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

11. Le programme s'adressera aux pauvres ayant l'esprit d'entreprise, appartenant pour la plupart à des familles rurales démunies et en mesure de transformer les capacités acquises avec l'appui du programme en des avoirs productifs, sans aide à l'investissement supplémentaire, ou avec un minimum. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le programme s'adressera en particulier aux groupes vulnérables, notamment aux femmes et aux jeunes ruraux.

Méthode de ciblage

12. La stratégie de ciblage du programme prévoit plusieurs étapes: i) une extension géographique; ii) une procédure d'autociblage au sein de chaque district, mettant en relief la capacité entrepreneuriale et la volonté des bénéficiaires de contribuer à leur propre développement; iii) le ciblage direct de sous-groupes spécifiques; iv) l'autonomisation et des mesures de renforcement des capacités; et v) des mesures d'appui à la promotion des MPE.

Participation

13. Le REP permettra de renforcer les associations professionnelles locales et leurs organisations faïtières et de promouvoir leur participation active dans la planification et la mise en œuvre des activités prévues.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

14. Le programme a pour objectif général d'améliorer les moyens de subsistance et les revenus des ruraux pauvres ayant l'esprit d'entreprise. Il a pour objectif spécifique d'accroître le nombre des MPE rurales qui offrent des possibilités de profit, de croissance et d'emploi.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

15. Le programme poursuivra l'action de renforcement des institutions et de concertation menée au titre du projet REP II, en se concentrant sur la mise en place de directions du commerce et de l'industrie au niveau des districts et sur la création de sous-comités des MPE pour mieux ancrer l'appui au développement des micro et petites entreprises au sein des assemblées de district. Les capacités de diverses institutions, notamment l'ASSI (*Association of Small-Scale Industries*), le NBSSI (*National Board for Small-Scale Industries*) et la fondation GRATIS (*Ghana Regional Appropriate Technology Industrial Service*), seront renforcées pour leur donner les moyens de contribuer à la mise en place d'un cadre stratégique propice au développement des MPE.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

16. Le REP est aligné sur le programme d'options stratégiques pour le Ghana et contribue à l'objectif de développer, en faveur des pauvres, l'entreprise rurale dans le cadre d'un secteur privé intégrateur. Il est également compatible avec le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 et avec les politiques du Fonds dans divers domaines: i) secteur privé: stratégie de développement et de partenariat; ii) entreprises rurales; iii) finance rurale; iv) ciblage; v) questions de parité hommes-femmes; et vi) procédures d'évaluation environnementale et sociale.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

17. Le programme fait partie intégrante de l'action menée par le gouvernement pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie en milieu rural. Dans ses phases précédentes, à partir de 1995, il a contribué à la conception et à la mise en œuvre de la stratégie nationale de promotion des MPE telle qu'elle est énoncée dans la Stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté du Ghana (GPRS II). Le programme est également lié à la deuxième phase de la Stratégie de développement du secteur privé (PSDS II) du Ministère du commerce et de l'industrie.

Harmonisation avec les partenaires de développement

18. En sus de l'accord de financement parallèle avec la BAfD et des liens étroits établis avec d'autres composantes du programme de pays du FIDA au Ghana, le programme est rattaché à divers programmes soutenus par un large éventail de partenaires du développement. Les principaux partenariats sont les suivants: le MIDA (*Millenium Development Authority*) au Ghana, l'Agence danoise pour le

développement international (DANIDA) (finance rurale et développement du secteur privé), la Banque mondiale (fonds de développement des compétences) et l'Agence allemande de coopération internationale (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit) (promotion de districts industriels légers).

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

19. Le programme comprend quatre composantes: i) les services d'aide aux entreprises; ii) la promotion et la diffusion de technologies; iii) la mise en place d'un environnement propice aux MPE, prévoyant deux sous-composantes: l'accès aux financements ruraux, et le renforcement des capacités institutionnelles et la concertation sur les politiques; et iv) la coordination du programme et le suivi-évaluation.

Catégories de dépenses

20. Les catégories de dépenses à financer au moyen du prêt du FIDA sont au nombre de sept: i) travaux de génie civil; ii) véhicules, équipement et matériel; iii) assistance technique et études; iv) formation et ateliers; v) crédit et dons de contrepartie; vi) salaires et dépenses de fonctionnement; et vii) fonds pour les dépenses de fonctionnement des centres de conseils en entrepreneuriat (CCE) et des centres de technologie ruraux (CTR).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

21. L'organisme d'exécution du programme sera le Ministère du commerce et de l'industrie. Les principaux partenaires seront le NBSSI, la fondation GRATIS, l'Association des banques rurales (ARB) Apex Bank et les assemblées de district.

Responsabilités en matière d'exécution

22. La responsabilité générale de l'exécution du programme incombera au Ministère du commerce et de l'industrie par la voie de l'unité nationale de coordination et de gestion du programme (UCGP), basée à Kumasi. Les assemblées de district joueront un rôle central dans la coordination des services, des ressources et des programmes. Le NBSSI fournira l'appui technique nécessaire à la prestation efficace des services d'aide aux entreprises par l'intermédiaire des CCE. La fondation GRATIS apportera son appui technique aux CTR. L'ARB Apex Bank assurera le contrôle des prestations des institutions financières participantes.

Rôle de l'assistance technique

23. Une assistance technique sera fournie lors des missions de supervision et d'appui à l'exécution. Un soutien technique supplémentaire sera mobilisé, s'il y a lieu, en faisant appel aux procédures nationales.

Situation des principaux accords d'exécution

24. Des mémorandums d'accord seront signés avec le NBSSI, la fondation GRATIS et l'ARB Apex Bank. Ils s'inspireront des mémorandums d'accord utilisés dans le cadre du projet REP II et seront mis à jour pour tenir compte des nouvelles caractéristiques de conception du programme contenues dans le manuel d'exécution actualisé, qui sera établi sous sa forme définitive au moment du démarrage du programme.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le coût total du programme est de 185,1 millions d'USD sur huit ans. Les sources de financement sont le FIDA (31,5 millions d'USD), le gouvernement (25,1 millions d'USD), la BAfD (70,0 millions d'USD), les assemblées de districts (38,4 millions d'USD), les institutions financières participantes (6,2 millions d'USD) et les bénéficiaires (13,9 millions d'USD).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

26. Le programme aura pour objet de reproduire à plus grande échelle le système de soutien aux MPE mis en place au niveau des districts pour l'intégrer dans les systèmes institutionnels publics et privés à l'échelon national. Quatre produits sont prévus: i) des services d'aide aux entreprises accessibles aux MPE dans tous les districts ruraux; ii) le transfert de compétences techniques et la diffusion de technologies; iii) des financements accessibles aux MPE; et iv) la mise en place, en faveur des pauvres, de politiques et d'institutions d'aide aux MPE.

Viabilité économique et financière

27. L'analyse économique et financière a été fondée sur les paramètres adoptés dans le cadre du projet REP II. Elle révèle que le programme a la capacité de générer un taux de rentabilité économique d'environ 21,9% sur une période de 20 ans. Dans le scénario de base, 7,5% des 485 500 participants aux activités des CCE parviennent à mettre en place une entreprise fructueuse, soit 36 400 nouvelles entreprises génératrices de profits durables. Une hausse de 10% des coûts ou une diminution de 10% des profits se traduirait par une réduction d'environ 3% du taux de rentabilité économique.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. La gestion des savoirs sera assurée à deux niveaux: i) le NBSSI et la fondation GRATIS bénéficieront d'un appui pour l'acquisition des connaissances techniques afin qu'ils soient en mesure d'apporter à leur tour aux CCE et aux CTR un appui sous la forme d'informations, de modules de formation et d'approches et technologies novatrices; et ii) l'UCGP, en étroite collaboration avec la Division chargée de la promotion des MPE et des technologies au sein du Ministère du commerce et de l'industrie, analysera le modèle proposé pour la promotion des micro et petites entreprises pour en améliorer la mise en œuvre et apporter une contribution utile aux politiques sectorielles et à la réforme institutionnelle.

Innovations en matière de développement

29. Le projet REP II a permis de dégager un éventail d'innovations, dont la promotion fera l'objet d'une action systématique parallèlement à la reproduction du programme à plus grande échelle. On peut citer par exemple: i) le recours aux bénéficiaires dotés des moyens voulus en tant que fournisseurs de services locaux; ii) le concept de zone industrielle légère; iii) l'établissement de sous-comités des MPE au sein des assemblées de district pour intégrer la promotion des micro et petites entreprises dans le système d'administration local; et iv) un système de suivi-évaluation innovant, fondé sur la technologie du système d'information géographique en ligne.

Approche d'élargissement

30. Le programme REP sera exécuté en trois phases sur une période de huit ans. L'UCGP, en collaboration avec ses partenaires, assurera l'extension géographique du programme dans les trois premières années. Pendant la deuxième phase (années 4 à 6), la responsabilité de la mise en œuvre du programme sera transférée à des institutions et partenaires nationaux. Au cours de la troisième phase (années 7 et 8), le rôle de l'UCGP sera limité à la gestion des aspects fiduciaires, à la fourniture d'un appui technique pour l'exécution des composantes du programme et au suivi des produits et de l'impact du programme. Une fois le programme achevé, l'UCGP sera intégrée dans la Division chargée de la promotion des technologies et des MPE au sein du Ministère du commerce et de l'industrie.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. Les principaux risques qui pèsent sur le programme sont liés aux facteurs suivants:
- i) des décaissements insuffisants ou tardifs de la part des assemblées de district; et
 - ii) le recrutement, de la part des assemblées de district, d'un personnel de qualité inégale pour les CCE et les CTR. Les mesures d'atténuation prévues sont les suivantes: i) préparation des sous-comités des MPE et des assemblées de district dans le cadre de cours d'orientation spécifiques et intégration des directions du commerce et de l'industrie au niveau des districts; et ii) mise en application de directives en matière de recrutement de personnel de la part des assemblées de district, organisation de séminaires d'orientation et formation appropriée.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'incidence négative notable sur l'environnement.

K. Durabilité

33. Les CCE et les CTR seront intégrés dans le système d'administration local et financés par celui-ci, avec un recouvrement partiel des coûts auprès des bénéficiaires. Le programme a des objectifs précis quant au rapport coût-efficacité de ces services et à leur efficience, afin d'en garantir l'accessibilité. À la clôture du programme, toutes les dépenses de fonctionnement des CCE et des CTR seront prises en charge par les assemblées de district. Après la date de clôture du prêt, le fonds renouvelable pour la promotion des entreprises rurales fera l'objet d'une exploitation commerciale de la part de l'ARB Apex Bank par l'intermédiaire des institutions financières participantes.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de financement entre la République du Ghana et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La République du Ghana est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Ghana un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à dix-neuf millions sept cent mille droits de tirage spéciaux (19 700 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Rural Enterprises Programme"

(Negotiations concluded on 26 July 2011)

Loan Number: [\[click and insert number\]](#)

Programme Title: Rural Enterprises Programme (the "the Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Republic of Ghana (the "Borrower"), through the Ministry of Finance and Economic Planning

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS the Borrower, the Fund and the African Development Fund (ADF) have agreed to co-finance the Programme. The Borrower shall provide a contribution of approximately USD 63 500 000; IFAD shall extend a loan of SDR 19 700 000 and the ADF intends to extend a loan of approximately USD 70 000 000;

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is SDR 19 700 000.
2. The Loan is granted on highly concessional terms. In accordance with Section 5.01 (a) of the General Conditions, loans granted on highly concessional terms shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollars.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the first of January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 January and 15 July. The Borrower shall repay the outstanding principal amount of the loan in 60 semi-annual instalments of SDR 328,294 each, payable on each 15 January and 15 July, commencing on 15 January 2022 and ending on 15 January 2051, and one final instalment of SDR 328,294 payable on 15 July 2051.
6. The Borrower shall open a Designated Account in the Bank of Ghana or another commercial bank acceptable to the Fund for the purposes of financing the Programme with IFAD loan proceeds.
7. There shall be several Programme Accounts denominated in Ghana cedis for the benefit of the Programme Parties which shall be opened in commercial banks acceptable to the Fund. A Programme Account to manage IFAD funds shall be operated directly by the Programme Co-ordination and Management Unit (PCMU). Separate Programme Accounts shall be operated by each relevant Programme Party.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Programme in the amount of approximately sixty three million five hundred thousand United States dollars (USD 63 500 000) equivalent. The counterpart financing may be in the form of tax exemptions and direct funding to the PCMU, the District Assemblies (DAs), the National Board for Small Scale Industries (NBSSI), the GRATIS Foundation and the ARB Apex Bank.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Trade and Industry.
2. The following are designated as additional Programme Parties: DAs, the NBSSI, the GRATIS Foundation, the Bank of Ghana (BoG) and the ARB Apex Bank.
3. The Programme Completion Date shall be the eighth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan shall be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The National Programme Director has been removed from the Programme without the prior concurrence of the Fund.
 - (b) The right of the Borrower to withdraw the proceeds of the Co-Financing Agreement with the ADF has been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The Designated Account and the Programme Account shall have been duly opened by the Borrower.

(b) The National Programme Director shall have been duly appointed by the Lead Programme Agency with the prior no-objection of the Fund.

3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

Ministry of Finance and
Economic Planning of the
Republic of Ghana
P.O. Box M40
Accra, Ghana

This Agreement, dated **[click and type]**, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund

[insert name and title]

For the Borrower

[insert name and title]

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The Programme shall benefit the entrepreneurial poor, which are mostly members of poor rural families that are able to convert the capacity-building support from the Programme into productive assets without or with barest additional investment support. The Programme shall be implemented in all rural districts nationwide, with focus in the rural areas covered by the District Assemblies (the "Programme Area").

2. *Goal.* The goal of the Programme is to improve the livelihoods and income of rural poor micro and small entrepreneurs.

3. *Objective.* The objective of the Programme is to increase the number of rural micro and small enterprises (MSEs) that generate profit, growth and employment opportunities. The scope is to upscale and mainstream a district-based MSEs support system nationwide within the public and private institutional system.

4. *Components.* The Programme shall consist of the following Components:

4.1 Component 1: Business Development Services. Through this component, the Programme shall upgrade the technical and entrepreneurial skills of MSEs by providing access to business development services (BDS). The Business Advisory Centers (BACs), which function under the District Assemblies (DAs), will act as facilitators for the BDS, which will be mainly delivered through private operators. In collaboration with the National Board for Small-Scale Industries (NBSSI) and the DAs, the Programme shall set up new BACs to provide national coverage. Under this component, the Programme shall finance equipment, material, vehicles and office refurbishment. For the new BACs, the Programme shall also support a part of their recurrent costs as well as initial training of staff, which will be subsequently borne by the DAs and cost recovery mechanisms to be developed during Programme implementation. All BACs shall receive support from the Programme to mobilize services to MSE clients and their local business associations.

4.2 Component 2: Technology promotion and dissemination. Under this component, the Programme shall upgrade the level of technology of the rural MSE sector through technical skills training and technology dissemination. For this purpose, the Rural Technology Facilities (RTFs) will be the main providers of training and counselling services. In order to provide nationwide coverage, the Programme shall establish around 30 additional RTFs under a partnership arrangement with the DAs and GRATIS Foundation. Through this component, the Programme shall finance small infrastructure, equipment and initially a share of the recurrent costs of the RTFs. In addition to the creation and support of RTFs, this component shall also: (a) expand the outreach of the skills training through partnership with local institutions such as the Integrated Community Centres for Employable Skills, the Vocational Training Institutes and district-based Technical Institutes; (b) provide basic tools and equipment as start-up kits for graduates of apprenticeship programmes who undergo additional training, have opened a bank account and have obtained a place of business; and (c) test and adjust prototype equipment and enterprise layouts, focusing on key bottlenecks in targeted value chains.

4.3 Component 3: Enabling MSE environment. This component shall create an enabling environment for rural MSEs to operate on a sustainable basis.

4.3.1 *Subcomponent 3.1: Access to rural finance.* Under this subcomponent the Programme shall enhance the access of BAC and RTF clients to finance from Participating Financial Institutions (PFIs), in complementarity with the IFAD-financed Rural and Agricultural Finance Programme (RAFiP) which provides support and capacity building to the PFIs and the financial sector more broadly. Under this subcomponent, the Programme shall: (a) partner with and sensitise well performing PFIs to provide financial services to MSEs, using their equity to invest in viable MSEs; (b) ensure continuance of the Rural Enterprise Development Fund (REDF) as a refinancing facility for the PFIs, using ARB Apex Bank as intermediary; (c) ensure continuance of the Matching Grant Fund (MGF) with an approach targeted more directly toward production; and (d) in close cooperation with RAFiP, provide specialized training for PFIs staff in critical area of credit management for MSEs where there is a capacity gap, offering periodic re-sensitisation and training of the staff of PFIs, commercial banks and BACs on the management of the REDF and the MGF.

4.3.2 *Subcomponent 3.2: Institutional capacity building and policy dialogue.* Under this subcomponent, the Programme shall strengthen and mainstream the MSE support institutions and shall support a strong local and national pro-poor policy dialogue. More specifically, the Programme shall: (a) strengthen and mainstream the Sub-Committee on MSE Promotion through orientation seminars for DAs leaders and training for Sub-Committee's staff; (b) support the effective implementation of Department of Trade and Industry (DOTI) within the DA structure through the sensitisation of the DA leaders and orientation for the staff of the DOTI; (c) create a regional Working Group on Micro and Small Enterprises Development; (d) provide institutional support to the Entrepreneurship Development Department of the NBSSI and to the GRATIS Foundation; and (e) carry out capacity building activities for local business associations and their umbrella organisations, as well as for local service providers.

4.4 Component 4: Programme coordination and M&E. Under this component, the Programme shall fund vehicles, office and communication equipment, planning and review workshops, training of staff, salaries, travel costs and allowances, establishment and implementation of a result-based M&E system, including procurement, installation and deployment of a performance and management information system with Geographic Information System capability.

II. Implementation Arrangements

5. *Lead Programme Agency.*

5.1 Designation. The Ministry of Trade and Industry (MOTI), in its capacity as the Lead Programme Agency, shall have the overall responsibility for the implementation of the Programme.

5.2 Responsibilities. The MOTI shall provide general policy directions for the implementation of the Programme and ensure the coordination with other relevant Ministries, Department and Agencies.

6. *Programme Steering Committee (PSC).*

6.1 Establishment. The Lead Programme Agency shall establish a national PSC.

6.2 Composition. The PSC shall be chaired by the MOTI. Its membership shall include *inter alia* representatives from the Ministry of Finance and Economic Planning, Ministry of Local Government and Rural Development, Ministry of Food and Agriculture, Ministry of Women and Children's Affairs, Ministry of Employment and Social Welfare, National Development Planning Commission, representatives of the private sector, and two

District Chief Executives (DCE) representing the participating districts of REP. From the start of the second phase of the Programme onwards, representatives of NBSSI, GRATIS Foundation and the ARB Apex Bank will participate as non-voting members.

6.3 Responsibilities. The PSC shall orient the Programme implementation strategy, oversee Programme planning, review and approve the AWPBs, review implementation progress and impact, and ensure coordination with other initiative to strengthen the rural MSE sector. The PSC shall meet twice a year and on an ad-hoc basis as and when necessary.

7. *National Programme Coordination and Management Unit (PCMU).*

7.1 Composition. The Programme Coordination and Management Unit of Phase II of the IFAD Rural Enterprises Project in Kumasi will be strengthened to serve as a national PCMU. The PCMU shall be headed by a National Programme Director. PCMU professional staff shall be contracted under procedures acceptable to the Fund, on an open, transparent and competitive basis and have qualifications and experience commensurate with their duties. At the end of each phase of the Programme, the composition of the PCMU team will be assessed and adapted to the need of the Programme implementation. Notwithstanding the above, certain professional staff recruited under the IFAD financed Rural Enterprises Project Phase II (REP II) may be hired directly for the PCMU, provided that: (a) they were selected through competitive recruitment procedures under the REP II; (b) their professional profiles correspond to the needs of the PCMU as defined by the Lead Programme Agency; and (c) IFAD provides its prior no-objection.

7.2 Responsibilities of the PCMU. The PCMU shall be responsible for the implementation of the day-to-day activities of the Programme to ensure the timely, coordinated, and results-oriented delivery of services by stakeholders, as well as the monitoring of performance, progress and impact.

7.3 National Programme Director. The MOTI shall appoint a National Programme Director under the same procedures of the recruitment of professional staff of the PCMU and with the prior no objection of the Fund. The National Programme Director may only be removed by the MOTI with the concurrence of the Fund.

7.4 Responsibilities of the National Programme Director. The responsibilities of the National Programme Director shall include: (i) coordinate and supervise all activities of the PCMU (ii) liaise with the Fund, the ADF and other local authorities; (ii) coordinate the activities of the Programme Parties; (iii) recruitment and appointment of the PCMU staff in consultation with MOTI; (iv) ensure the procurement of goods and services and negotiate contractual arrangements; and (v) coordinate the elaboration of the AWPBs.

8. *District Assemblies (DAs) and MSE Subcommittees.*

8.1 At the district level, the DAs shall play a central role in coordinating the services, resources and programmes of various district-level stakeholders in the implementation of the Programme.

8.2 In each district, the Sub-Committee on MSE promotion shall be responsible for the effective implementation of all initiatives on MSE development. A Desk Office shall be set up in the Ministry of Local Government and Rural Development to ensure linkage with the PCMU on the implementation of the Programme and the performance of the DOTI in the districts.

9. *National Board for Small-Scale Industries (NBSSI).*

9.1 The NBSSI shall support the implementation of the Business Development Services component, together with the DAs.

9.2 The PCMU shall enter into Memorandum of Understanding (MoU) with the NBSSI to describe the role of the NBSSI. Among its responsibilities, the NBSSI shall (a) support the BACs with recruitment of staff, training and preparation of material; (b) monitor activities; and (c) prepare and implement the Annual Performance Plans and Budgets regarding these activities.

10. *GRATIS Foundation.*

10.1 The GRATIS Foundation shall support the implementation of the Technology Promotion and Dissemination component.

10.2 The PCMU shall enter into a MoU with the GRATIS Foundation to describe the role of the GRATIS Foundation. Among its responsibilities, the GRATIS Foundation shall: (a) recruit and appoint the manager, the workshop supervisor and the driver of the RTFs; (b) build technical capacity of RTF staff; (c) monitor and provide technical backstopping in the delivery of TPD; (d) collate information on rural technology development and promotion activities.

10.3 For each new RTF created under this component, a tripartite MoU shall be entered between the PCMU, the involved DA and GRATIS Foundation.

11. *Bank of Ghana (BoG).*

11.1 The BoG shall support the implementation of the Access to Rural Finance subcomponent.

11.2 The PCMU shall enter into a MoU with the BoG to describe its role. The BoG shall continue the management of the REDF by making the funds revolved from the IFAD-financed phase II of the IFAD Rural Enterprises Project available through commercial banks and make funds available to other PFIs through the ARB Apex Bank. The PFIs accredited by the BoG under the REP II will continue to access the REDF funds under this Programme, based on the existing agreements between BoG and the PFIs. These PFIs will also automatically qualify for incremental REDF funds managed by the ARB Apex Bank, subject to their ability to prove continued compliance with the minimum performance criteria for accessing funds through this refinancing facility.

12. *ARB Apex Bank.*

12.1 The ARB Apex Bank shall support the implementation of the Access to Rural Finance subcomponent.

12.2 The PCMU shall enter into a MoU with the ARB Apex Bank to describe the kind of support provided. The ARB Apex Bank will manage the incremental REDF funds and matching grants to PFIs; act as an intermediary for the disbursement of funds to Rural and Community Banks; provide capacity building support for the PFIs accredited to access the MGF and REDF.

13. All MoUs with the Programme Parties mentioned in paragraphs 9.2, 10.2, 11.2 and 12.2 above are subject to prior no objection of the Fund.

14. *Phasing.* The Programme will be implemented in 3 phases over 8 years. The PCMU, in close collaboration with other Programme Parties, will ensure the geographic expansion of the area served by BACs and RTFs in the first phase (1st year to 3rd year). During the second phase (4th year to 6th year), the responsibility for Programme implementation will be transferred to national institutions and partners. During the third phase (7th year to 8th year), the role of the PCMU will be limited to ensuring fiduciary aspects, technical backstopping of component implementation, monitoring of outcomes and impact.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Financing
I. Civil Works	260 000	100% net of taxes
II. Vehicles, materials and equipment	1 120 000	100% net of taxes and PFI contributions
III. Technical assistance and studies	660 000	100% net of taxes
IV. Training and workshops	8 020 000	100% net of taxes, clients and PFI contributions
V. Credit funds and matching grant	3 320 000	100% net of clients, government and PFI contributions
VI. Salaries and operating costs	2 630 000	100% net of taxes, PFIs and government contributions
VII. BAC/RTF operating cost fund	1 720 000	100% net of DAs contributions
Unallocated	1 970 000	
TOTAL	19 700 000	

(b) The above allocation table excludes all costs related to the TPD component (component 2), the BAC network in Southern regions of Ghana (component 1), institutional capacity building (component 3.2), as well as the related management and M&E costs which will be borne by the ADF.

2. *Start-up costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs in categories III, IV, and VI, incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 80 000 equivalent.

Key reference documents

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files
Country strategic opportunities programme (COSOP)
Administrative Procedures on Environmental Assessment

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators ¹ (* RIMS indicator)	Means of Verification	Assumptions
Goal: To improve the livelihoods and income of rural poor micro and small entrepreneurs	<ul style="list-style-type: none"> Reduced % of rural poverty prevalence Reduced unemployment rates (by gender) Reduced prevalence of child malnutrition 	<ul style="list-style-type: none"> National household expenditures surveys National statistics on Millenium Development Goals 	
Development Objective: To increase the number of rural micro and small enterprises that generate profit, growth and employment opportunities	<ul style="list-style-type: none"> 100 000 employment opportunities created (by gender & age)* 36 400 businesses created (by gender & age)* 70 000 MSEs strengthened (by gender & age) 20 000 enterprises graduating from survival to normal and rapid growth categories (growth measure) (by gender & age) 38 000 enterprises in operation after 3 years (sustainability measure)* (by gender & age) 30% increase in household income 	<ul style="list-style-type: none"> REP database Reference surveys, studies Tracer study Client profile and poverty analysis 	
Outcome 1: Business development services accessible to MSEs in rural districts	<ul style="list-style-type: none"> At least 150 operational REP model business advisory centres (BACs) Turnover of BACs (target: US\$25,000) 	<ul style="list-style-type: none"> REP & NBSSI records 	<ul style="list-style-type: none"> Decentralization policy remains supportive for integration of BAC in DA. Successful restructuring of NBSSI.
	<ul style="list-style-type: none"> Level of institutional performance of BACs (average efficiency of 0.80 by year 8) 	<ul style="list-style-type: none"> Institutional performance surveys 	
	<ul style="list-style-type: none"> Level of effectiveness (60%) of business development services training 	<ul style="list-style-type: none"> Tracer study 	
Outcome 2: Technical skills transferred and technologies disseminated	<ul style="list-style-type: none"> At least 51 operational rural technology facilities (RTFs) Turnover of RTFs (target: US\$20,000) 23 000 National Vocational Training Institute certifications Training aligned with Council of Technical Vocational and Educational Training 	<ul style="list-style-type: none"> GRATIS records REP database & reports 	<ul style="list-style-type: none"> Decentralization policy remains supportive for sustainability of RTFs. Co-financing available in time GRATIS Foundation continues support to RTFs.
	<ul style="list-style-type: none"> Level of effectiveness (60%) of training & start-up kits (by gender) 	<ul style="list-style-type: none"> Tracer-study 	
Outcome 3: Access of MSEs to finance is ensured.	<ul style="list-style-type: none"> 27,000 active borrowers of which at least 50% women (by gender and age)* % reduction of portfolio at risk* 	<ul style="list-style-type: none"> BAC quarterly reports Participating financial institutions (PFIs) quarterly reports REP reports 	<ul style="list-style-type: none"> Effective linkages with other IFAD projects (mainly the Rural and Agricultural Finance Programme) PFIs' capacities remain sufficient to handle a portfolio of small loans
Outcome 4: Pro-poor MSE support institutions and policies in place	<ul style="list-style-type: none"> Disbursement rate of district assemblies (DAs) at least at 80% NBSSI is operational knowledge centre for BACs GRATIS is operational knowledge centre for BACs 	<ul style="list-style-type: none"> MSE sub-committee reports Supervision reports 	<ul style="list-style-type: none"> NBSSI and GRATIS are restructured and have capacity to fulfil their role.

¹ Targets represent extrapolations from performance experienced under REP II. They will be revised upon completion of the reference surveys.